

qu'il aurait pu et aurait dû présenter son projet à la Chambre.

Le ministre prétend que c'est la première mesure prise par le gouvernement pour mettre au point un ensemble cohérent de politiques industrielles, et sûrement pas le dernier. Si c'est là la première mesure, je suppose qu'aucun d'entre nous qui avons déjà atteint la quarantaine ne sera ici pour voir la dernière. Les malheureux qui ont déjà atteint l'âge avancé de 50 ans ne seront peut-être pas ici pour voir la deuxième mesure. Quant au député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), au train où nous allons, il ne verra peut-être pas l'achèvement de la première mesure.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Règlement!

M. Ellis: Le ministre ne se rend-il pas compte que les décisions et les mesures qui intéressent la stratégie industrielle doivent être prises rapidement et qu'il arrive souvent qu'une décision qu'on ne prend pas aujourd'hui n'a plus sa raison d'être demain? Nos concurrents du monde industriel prennent des décisions rapidement et on connaît les résultats longtemps avant que le ministre se soit décidé. Nous avons besoin d'une nouvelle politique industrielle. Nous n'avons certainement pas de politique industrielle, encore moins de stratégie sûre et cohérente. Cette lacune s'accroît de jour en jour et nous errons d'une crise à l'autre.

● (1610)

Le pays du monde qui possède probablement les plus grandes richesses, qui offre le plus de possibilités de les transformer en un moyen de subsistance pour tous les citoyens et de croissance future est éclipsé par d'autres pays qui épuisent nos ressources avec l'aide bienveillante du gouvernement actuel. Ils renvoient ensuite les produits finis au Canada, encore une fois avec l'appui du gouvernement, sous prétexte de maintenir un équilibre commercial qui est compromis par les matières brutes que nous venons d'exporter.

Le ministre parle de protéger des millions d'emplois et d'en créer beaucoup d'autres. Une stratégie industrielle bien pensée et bien appliquée y parviendrait, mais la camelote qu'on nous a présentée n'est pas une stratégie industrielle, c'est tout simplement une diminution du barème d'impôt qui profitera à une petite partie de l'économie, tout en accroissant les charges fiscales du reste de l'économie parce que les frais généraux du gouvernement n'auront pas diminué à la suite de cette mesure. Si le ministre avait présenté une recommandation ou une proposition qui aurait réduit les frais du gouvernement de 9 p. 100, chaque personne, chaque entreprise manufacturière, chaque entreprise de services, chaque entreprise de quel que genre que ce soit en aurait bénéficié autant. Le ministre parle de renforcer encore 2 millions d'emplois. Les emplois supplémentaires ne sont-ils pas aussi importants et ne devrait-on pas accorder aux entreprises de services dont il parle une réduction des fortes charges fiscales? Fréquemment, les industries de service emploient plus de gens que les industries de fabrication et de transformation par dollar investi et par dollar de roulement. Malgré ce qu'a dit le ministre, à mon avis, elles sont plus vulnérables.

Si vous voulez bien, monsieur l'Orateur, considérer un instant la situation qu'a décrite à la Chambre le député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling) il y a quelque temps. Il disait que des centaines de petits hommes d'affaires travaillant dans la vente en gros de tabac et de produits de confiserie étaient, de façon systématique et planifiée,

Loi de l'impôt sur le revenu

ou poussés à la faillite par des géants de l'industrie, lesquels géants sont, grâce à l'intégration verticale, des compagnies de fabrication et de transformation qui vont profiter de cette loi.

Le ministre blâme la situation monétaire dans le monde pour cet état de choses. Ne pense-t-il pas que notre pays pourrait finalement se conduire en adulte et régler ses propres problèmes sans s'inquiéter outre mesure des problèmes monétaires du reste du monde? Ne pourrions-nous pas, pour une fois, être des têtes de file dans ce domaine? Ne pourrions-nous, pour une fois, tracer notre propre destin ou faudrait-il pour cela trop de détermination, ce dont manque notre gouvernement?

On nous promet cette mesure législative depuis mai 1972 avec toutes les autres promesses d'emplois supplémentaires, et le reste. On nous a dit, des douzaines de fois, qu'il s'agissait d'une première priorité. Les deux discours du budget et les discours innombrables prononcés depuis nous ont montré qu'il faudrait beaucoup de temps pour que cela se fasse. De plus, le ministre a promis d'examiner d'ici 1974 les allocations pour les frais de premier établissement. En 1969, j'ai demandé, au nom d'une industrie au ministre des Finances d'alors, l'hon. Edgar Benson, qu'on révise les allocations de frais de premier établissement. M. Benson m'a alors promis que cet examen serait fait l'année suivante. Je ne vais pas comparer les deux ministres des Finances. Je ne pense pas personnellement qu'il y ait beaucoup de différence entre eux. Je suppose que lorsque le rapport et l'étude, qui ont mis tant de temps à venir et qui en prendront vraisemblablement beaucoup plus pour être publiés que d'ici la date promise de 1974, seront publiés, on les saluera comme la seconde mesure de cette stratégie industrielle qu'on nous promet.

Le ministre a promis, entre autres choses, une étude sur la Banque de développement industrielle. Cette étude en soi contribuerait grandement à instaurer une stratégie industrielle qui fournirait aux Canadiens des emplois dans des industries canadiennes. Ce dont on a réellement besoin, c'est de l'aide au financement des nouvelles entreprises au Canada. De l'aide pour fournir des stimulants en vue d'assurer la propriété canadienne des entreprises existantes, de l'aide pour nous assurer que les entreprises appartenant actuellement à des Canadiens ne deviendront pas des entreprises de propriété étrangère. Il faut songer tout particulièrement à des mesures visant à stimuler la croissance industrielle des Maritimes et des provinces de l'Ouest où se trouve une grande partie de nos richesses en ressources et où l'on fait peu pour créer une industrie secondaire. Nous avons besoin que l'on reconnaisse les industries fournissant des services.

Afin de réaliser un certain nombre de ces choses, nous avons besoin que les politiques présentées par le chef de l'opposition (M. Stanfield) soient adoptées. Il nous faut une approche honnête à ces problèmes. Nous avons déclaré clairement à plusieurs reprises quelle était notre position. Le ministre des Finances a indiqué qu'il était prêt à collaborer en fournissant une procédure de révision significative. J'espère que cette promesse sera tenue. Comme un grand nombre de mes collègues, j'ai joué un rôle actif dans la politique municipale avant d'entrer à la Chambre. J'ai été, entre autres, président fondateur de la Commission industrielle de Belleville, qui a remporté un plein succès. Cette Commission et d'autres organismes semblables auraient réussi encore davantage si le ministre avait tenu ses promesses d'il y a plus d'un an. Nous n'avons pas besoin que la presse revienne continuellement sur la position qui avait été énoncée tant de fois. Nous n'avions plus